

## SHORT NEWS

**Bau der Fixerstube wieder verschoben**

Seit Anfang des Monats ist es nun offiziell: Die Direktion von Paul Wurth hat kürzlich einen Antrag auf Aussetzung der von der Gemeinde Luxemburg Anfang September erteilten Baugenehmigung der Fixerstube eingereicht. Paul Wurth basiert sich in seiner Argumentation laut Alain Origer, Drogenbeauftragter des Gesundheitsministeriums darauf, dass eine solche Struktur nicht in den „Plan d'Aménagement général“ (PAG) des Bezirkes passe. „Nun liegt das Dossier Fixerstube erneut bei der Gemeinde und der Verwaltung für öffentliche Bauten“, so Origer. „Falls es Paul Wurth gelingen sollte die Aussetzung der Baugenehmigung zu erreichen, dann müssen wir abwarten bis das Ganze vor das Verwaltungsgericht kommt.“ Dann jedoch könnte sich der Bau der Fixerstube um Monate verschieben. Insgesamt scheint es im Dossier Fixerstube einfach an politischer Durchsetzungskraft und Überzeugungsarbeit zu fehlen. Dies sehr zum Leidwesen der Betroffenen, die nach wie vor in der provisorischen, in Bezug auf die Schwere der Erkrankung und die Anzahl des darin betreuten Personenkreises hygienetechnisch völlig unzureichenden Fixerstube der Route d'Arlon untergebracht sind.

**Biodiversitätsjahr 2010: Ende des Konsenses**

Zwei Jahre nach der Verabschiedung des nationalen Naturschutzplanes sieht der Méco die Luxemburger Naturschutzpolitik vor einem Scherbenhaufen. Der Konsens, der noch 2007 bestanden hatte, sei dahin. Das stellt die Umweltgewerkschaft an der Schwelle zum internationalen Jahr der Biodiversität 2010 fest. Der von allen Beteiligten getragene Naturschutzplan aus dem Jahre 2007 leide an einer mangelhaften Umsetzung. Die damals festgelegten Prioritäten wie Arten- und Biotopenschutzprogramme, der Aufkauf von Naturschutzflächen, der Schutz von Korridoren für Wandertiere werden laut Méco nur ungenügend vorangetrieben. Die Folge: Bedrohte Arten, wie etwa die Feldlerche gehen weiter zurück und stehen kurz vor dem Aus. Die zur Verfügung stehenden Gelder werden nicht entlang dieser Prioritäten, sondern eher bezüglich der Steckenpferde einiger Verantwortlichen der Naturschutzbehörde (der früheren Forstverwaltung) vergeben. Extensive Beweidungsprojekte mit „schön anzusehenden“ Galloway-Rindern verschlingen Fördergelder, die anderswo fehlen. Gerade im Konfliktbereich zwischen Landwirtschaft und Naturschutz ginge die richtige Förderung zurück. Während naturschutzwilligen Landwirten nur noch 8,5 Euro pro Ar zur Verfügung gestellt werden, werden Maßnahmen im Siedlungsbereich mit bis zu 200 Euro belohnt. Der Méco verlangt jetzt eine Kurskorrektur und stellte entsprechende Forderungen an die zuständigen Minister.

**Saisonal, regional, bio und fair**

Das OekoZenter Lëtzebuerg appelliert an die Gemeinden, das Konzept der nachhaltigen Entwicklung mit Leben zu füllen. In kommunalen Infrastrukturen wie den Maisons Relais, Kantinen, Spitälern und Seniorenheimen werden kaum regionale und Biolebensmittel sowie Nahrungsmittel aus fairem Handel eingekauft und in die Menüplanung integriert. Dabei könnten gerade Gemeinden als Großverbraucherinnen hier zur Förderung der regionalen und biologischen Landwirtschaft sowie im Interesse des Klima- und Umweltschutzes wichtige Akzente setzen. Als „kleiner“ Nebeneffekt würde so auch ein Beitrag zur gesunden Ernährung geliefert. Im Rahmen der laufenden Budgetdebatten sollen deshalb von den Gemeinden entsprechende Finanzmittel eingeplant werden. Durch eine Erhöhung der finanziellen Mittel um etwa zehn bis fünfzehn Prozent sei bereits ein großer Schritt in Richtung nachhaltig produzierter Lebensmittel möglich. Diese Empfehlung beruht auf den im praxisorientierten Pilot-Projekt „Lecker!“ gesammelten Erfahrungen, das von OekoZenter Lëtzebuerg asbl mit dem Partner Confédération Caritas asbl zur Förderung einer gesunden, ausgewogenen und nachhaltigen Gemeinschaftsverpflegung im Bereich der Kinderernährung durchgeführt wurde. Detaillierte Informationen: [www.oeko.lu](http://www.oeko.lu)

## AKTUELL

ÉCOLE

**Accumulation de conflits**

David Wagner

**D'un côté, les grands chantiers du ministère de l'éducation nationale, de l'autre, les restrictions budgétaires dans la capitale : du grain à moudre pour les enseignant-e-s tous régimes confondus.**

Tout doucement, deux mois et demi après la rentrée scolaire, les nombreuses frictions entre les enseignants et les pouvoirs publics commencent à se manifester publiquement. Un certain nombre de questions a été soulevé lors d'une entrevue entre le SEW, syndicat des enseignant-e-s de l'OGBL, et la ministre de l'éducation nationale, Mady Delvaux-Stehres (LSAP). Heureux celui ou celle qui n'a pas participé à cette entrevue-marathon : rien que le communiqué de presse envoyé par le syndicat compte cinq longues pages, tant les questions et différends sont légion.

Et gageons que certains sujets abordés occuperont pleinement la ministre et les syndicats lors de cette législature. C'est le cas de la réforme tant attendue du stage pédagogique, décriée depuis plusieurs années de toutes parts. Le SEW critique surtout la volonté du ministère de faire débiter les inscriptions au concours au deuxième et l'entrée en stage au troisième trimestre. « Trop tardif », estime le syndicat, craignant que « les nouveaux diplômés s'orientant vers l'enseignement cherchent dès septembre à trouver des emplois comme chargés d'éducation et ceux qui ne réussissent pas le concours restent généralement en place ». Et viennent donc renforcer la pléthore de chargés de cours ... Plus loin, le SEW plaide pour une composition transparente des jurys d'examineurs. Il critique la pratique actuelle de la cooptation et propose d'utiliser la voie des annonces officielles affichées dans les lycées.

Une autre réforme majeure prévue est celle du cycle supérieur de l'enseignement secondaire. Cette fois-ci, le ministère semble avoir tiré les leçons de réformes engagées de manière trop unilatérale dans un domaine - l'éducation nationale - reconnu pour être un terrain miné, tant les intérêts sont différents et divergents. Dans une première phase, élèves, étudiants et enseignants seront « consultés » à propos de la réforme, ce qui donnera par

la suite naissance à un « document de synthèse » qui devrait servir de fondement pour l'élaboration d'un projet de loi. Que les adversaires d'une spécialisation à outrance se rassurent : la ministre promet qu'il n'y aura pas davantage de sections créées. Si la liberté de choix des élèves dans leur orientation sera augmentée, Delvaux-Stehres assure cependant qu'il n'y aura pas de « menu à la carte », mais plutôt un « recoupement de matières annexes/optionnelles autour des branches fondamentales ».

Mais un autre point risque fort de tourner au vinaigre : il s'agit du passage de la 9e vers la 10e classe de l'enseignement secondaire technique. Le SEW déplore que le ministère n'a pas mentionné, dans un document de synthèse, « beaucoup de problèmes qu'il a soulevés ». Le syndicat estime par exemple que les nouveaux critères de promotion n'équivaleraient qu'à un changement de terminologie, ce qui est démenti par la ministre. Et de rappeler la lettre ouverte signée par 617 enseignants qui ont mis en question le système actuel de compensation.

La rue Aldringen n'est toutefois pas le théâtre de tous les conflits : place Guillaume, à l'Hôtel de Ville de Luxembourg, cela sent un peu plus la poudre. En effet, le Comité de cogestion du personnel des écoles de la capitale (Cocoge) annonce une manifestation pour lundi, 7 décembre devant la mairie afin de dénoncer « les économies sur les différentes activités offertes aux élèves, le matériel didactique, l'équipement informatique et le matériel scolaire », prévues dans le projet de budget municipal pour 2010.

Les restrictions budgétaires dans la capitale ne constituent pas une nouveauté : l'échevin aux finances, François Bausch (déi Gréng), les avait déjà annoncées. Concrètement, selon le Cocoge, le budget pour les fournitures scolaires, critiqué comme étant déjà insuffisant, devrait passer de 670.000 à 610.000 euros, et celui prévu pour le matériel didactique, de 466.000 à 389.000 euros. Finalement, le Cocoge critique globalement la difficulté de déchiffrer un budget « devant de plus en plus opaque à cause d'une nouvelle organisation pas toujours compréhensible pour le non-initié ».